



AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°006/ASMI/MINEPAT/CTS /PFS-AIE/UGP/2026 DU 04 SEPTEMBRE 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE (PFS-AIE) POUR LES EXERCICES 2026, 2027, 2028 (03 MOIS) ET LA PERIODE DE GRACE (04 MOIS)

Crédit IDA N° 70480-CM

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour le financement du Projet Filets Sociaux Adaptatif et Inclusion Économique (PFS-AIE) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat de service de consultant pour l'audit comptable et financier dudit projet pour les exercices budgétaires 2026, 2027, 2028 (03 mois) ainsi que la période de grâce (04 mois).

II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Économique (PFS-AIE).

III. MANDAT DU CONSULTANT

De manière spécifique, l'audit du Projet sera réalisé en conformité aux normes internationales d'audit (ISA) édictées par l'IFAC ou toutes normes jugées équivalentes par la Banque et inclura les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que l'auditeur jugera nécessaires au regard des circonstances.

➤ L'auditeur s'assurera que :

- a) Toutes les ressources de la Banque ont été employées conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b) Les fonds de contrepartie nationale (budget de l'Etat) ont été obtenus et employés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis :
- c) Les biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions des accords de financement applicables, conformément aux politiques et procédures de passation des marchés de la Banque mondiale, et ont été enregistrés dans les livres comptables. Les contrôles sur la passation des marchés porteront entre autres sur les documents de passation et d'exécution des contrats/marchés.
- d) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier) ;
- e) Les Comptes Désignés sont gérés eu égard aux dispositions des accords de financement ;

- f) Les comptes des Projets pour les exercices 2026, 2027, 2028 (03 mois) et la période de grâce (04 mois) ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) en vigueur dans l'espace OHADA et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date.
 - g) La performance financière globale du Projet est satisfaisante ; notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que leurs raisons ;
 - h) L'affectation des ressources aux activités, catégories de dépenses et composantes est respectée et toute dérogation est justifiée
 - i) Les actifs immobilisés du Projet sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du Projet ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement ;
 - j) Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées au Compte Désigné. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.
 - k) La performance financière globale du Projet est satisfaisante notamment en comparant la réalisation des activités du programme par rapport aux indicateurs de performances tels que décrits dans les documents du projet et relever toutes les insuffisances et retards ainsi que les causes ;
 - l) Les obligations en matière de reporting financier périodique, d'audit interne, d'audit externe, de passation de marchés (respect des procédures : mise à jour périodique et approbation du plan de passation de marchés par l'IDA, publicité, ...), de planification et budgétisation et de la tenue des réunions du Comité pilotage ou de l'instance en tenant lieu ;
 - m) Toutes les dispositions juridiques et fiscales ont été respectées, en matière d'impôt et taxes et droits de douanes applicables au projet, de traitement fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel contractuel et aux consultants du projet.
- **Au titre de l'exercice constitutif de l'audit de clôture, l'auditeur devra conduire les diligences additionnelles suivantes et produire un avis spécifique sur ses conclusions :**
- a) Confirmer l'existence physique de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que des dispositions ont été prises pour le transfert de ces biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les PTFS;
 - b) S'assurer que les dépenses payées pendant la période de grâce (s'il en existe dans le cadre de ce projet) correspondent bien à des travaux, biens et services livrés et réceptionnés par le projet au plus tard à la date de clôture du projet ;
 - c) Vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement IDA ont été payées et justifiées/documentées dans des DRFS;
 - d) Vérifier que les fonds non utilisés ont été reversés à l'IDA ou que des dispositions sont prises pour leur reversement à l'IDA et la fermeture du compte désigné avant la fin de la période de grâce ;
 - e) S'assurer que l'avance initiale a été justifiée en totalité et que le projet a soumis une DRF de justification en conséquence où est dans le processus d'en soumettre une avant la fin de la période de grâce.
 - f) La gestion des cautions de garantie sur les marchés et la fiscalité sur les marchés sont en conformité avec les accords de financement.
 - g) La validation des rapports (provisaires et définitifs) des consultants est faite dans les délais requis indiqués dans les contrats.
 - h) Les dépassements budgétaires sur les catégories de dépenses ont requis les autorisations de l'IDA.

- i) L'affectation des ressources de financement par rapports aux activités respecte les catégories de dépenses ou les composantes.
- j) Tous les engagements donnés par le projet à la date de la clôture de la période sont prévus par les accords de financement et les directives de la Banque.

➤ **En conformité avec les normes de l'IFAC, l'auditeur devra accorder une attention particulière aux points suivants :**

a) **Fraude et Corruption** : Conformément à la norme **ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes)**, l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.

b) **Lois et Règlements** : En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité de l'Unité de Coordination du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme **ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires)**.

c) **Gouvernance** : La communication avec les responsables du Projet en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme **ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance)**.

d) **Risques** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme **ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques)**.

Dans le cadre de son mandat, l'auditeur accordera également pour les exercices 2026, 2027, 2028 (03 mois) et la période de grâce (04 mois), un intérêt particulier aux procédures de ciblage, d'enregistrement et de paiement des bénéficiaires des programmes de transferts monétaires, tel que décrit au manuel de procédures. Un paragraphe spécifique y sera consacré dans la lettre de contrôle interne.

En outre, lors de sa mission annuelle, il effectuera un audit spécial pour examiner les activités de transfert de fonds au titre de la composante 1 tel que préconisé par le paragraphe 110 du Document d'Evaluation du Projet. Les activités concernées sont notamment : les Transferts Monétaires Ordinaires (TMO), les Transferts Monétaires d'Urgence (TMU), et les Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO).

L'auditeur devra vérifier :

- La conformité des critères d'éligibilité des bénéficiaires ;
- L'existence du registre des bénéficiaires ;
- La réalité des paiements effectués ;
- L'absence de doublons ou de bénéficiaires fictifs ;
- La concordance entre les montants approuvés et les montants effectivement versés ;
- Les rapprochements avec l'Agent Payeur.

IV. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement notamment les projets financés par la Banque Mondiale.

Conformément aux procédures de rotation des auditeurs mises en place, le mandat de l'audit n'est pas renouvelable consécutivement, sauf avis contraire du bailleur.

Le consultant doit avoir une expérience de dix ans au moins dans les missions similaires (audit comptable et financier des projets financés par les bailleurs de fonds notamment l'IDA et ou d'autres partenaires techniques et financiers du projet en particulier).

Le personnel clé de la mission devra comporter au moins :

(i) Un Expert-Comptable Diplômé, ayant au moins 10 ans d'expérience en audit financier, ayant une bonne connaissance de la finance publique et audit des projets financés par la Banque Mondiale, et de bonnes connaissances des procédures de gestion fiduciaires.

(ii) Un Chef de mission : BACC + 5 au moins en audit et comptabilité, cinq ans d'expérience au moins, en audit financier des projets financés par les bailleurs.

(iii) Un Auditeur Financier Senior : BACC + 4 au moins en audit, gestion, comptabilité, justifiant de trois ans d'expérience au moins en audit des projets financés par la Banque Mondiale ou autre partenaire de développement.

(iv) Un Expert en Passation des Marchés : BACC + 4 au moins en audit, ingénierie, passation des marchés, droit, administration, commerce, finance, gestion, architecture, économie, ou domaine connexe et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans la passation des marchés et une bonne connaissance des procédures de passation des marchés des partenaires techniques et financiers tels que la Banque Mondiale.

V. MÉTHODE DE SÉLECTION

Le Consultant sera choisi selon la Méthode « **Sélection au Moindre Coût (SMC)** » telle que décrite dans le « **Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, 7^{ème} édition Septembre 2025** ». La langue de travail est le français.

Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence complets et des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables entre 8 h et 16 heures, heure locale.

Adresse : l'Unité de Gestion du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique, sis à Yaoundé au quartier Tsinga, Rue 1898, derrière le Palais des Congrès, face Polyclinique du Palais, BP: 5838 Yaoundé-Cameroun Email : projetfilets sociaux.aie@gmail.com avec copie à michnjoh@yahoo.fr et andylobe2000@yahoo.fr.

Les manifestations d'intérêt devront être soumises par voie électronique sur la **plateforme COLEPS (www.marchespublics.cm)** au plus tard le **mardi 22 septembre 2026 à 14 heures précise, heure locale**. Toutefois, dans le délai imparti susmentionné, le soumissionnaire devra déposer, une copie de sauvegarde de la manifestation d'intérêt sur clé USB sous pli scellé indiquant « **COPIE DE SAUVEGARDE** » à l'adresse ci-dessus, ou l'envoyer au courriel suivant : projet.filets sociaux@gmail.com avec copie à michnjoh@yahoo.fr et andylobe2000@yahoo.fr.

Elles devront porter la mention ci-après :

« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°006/ASMI/MINEPAT/CTS /PFS-AIE/UGP/2026 DU 04 SEPTEMBRE 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET FILETS SOCIAUX ADAPTATIFS ET D'INCLUSION ECONOMIQUE (PFS-AIE) POUR LES EXERCICES 2026, 2027, 2028 (03 MOIS) ET LA PERIODE DE GRÂCE (01 MOIS) »



Fait à Yaoundé le,

Le Coordonnateur National
04 SEPT 2026

Michèle Michelon



REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N°006/ASMI/MINEPAT/CTS /PFS-AIE/UGP/2026 OF SEPTEMBER 4, 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM TO CARRY OUT THE FINANCIAL AND ACCOUNTING AUDIT OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT (PFS-AIE) FOR FINANCIAL YEARS 2026, 2027, 2028 (03 MONTHS) AND THE GRACE PERIOD (04 MONTHS)

IDA Credit N° 70480-CM

I. BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The Government of the Republic of Cameroon has obtained a credit from the International Development Association (IDA) to finance the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project (PFS-AIE) and intends to apply part of the proceeds of this credit to make payments under the consulting services contract for the financial and accounting audit of the said project for financial years 2026, 2027, 2028 (03 months), as well as the grace period (04 months).

II. OBJECTIVE OF THE ASSIGNMENT

The objective of the financial and accounting audit is to enable a professional opinion to be expressed on the Project's financial position at the end of each financial year, and to ensure that the resources made available to the Project are used for the purposes for which they were granted, with a view to achieving the development objective of the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project (PFS-AIE).

III. MANDATE OF THE CONSULTANT

Specifically, the audit of the Project will be carried out in accordance with International Standards on Auditing (ISA) issued by IFAC, or any standards deemed equivalent by the Bank, and will include the tests, audit procedures and verifications that the auditor considers necessary in the circumstances.

➤ The auditor shall ensure that:

- a) All Bank resources have been used in accordance with the provisions of the applicable financing agreement, due to economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided.
- b) The national counterpart funds (State budget) have been obtained and used in accordance with the provisions of the applicable financing agreements, with due regard to economy and efficiency, and solely for the purposes for which they were provided;
- c) The goods and services financed have been procured in accordance with the provisions of the applicable financing agreements and with the World Bank's procurement policies and procedures and have been recorded in the accounting records. Procurement controls will cover, among other things, the procurement and contract-execution documents/contracts.
- d) All records, accounts and entries required for the Project's various transactions have been maintained (including expenditure covered by statements of expenditure or financial monitoring reports);
- e) Designated Accounts are managed in accordance with the provisions of the financing agreements;
- f) The Project accounts for financial years 2026, 2027, 2028 (03 months) and the grace period (04 months) have been prepared on the basis of the consistent application of the Accounting System for Non-Profit

Entities (SYCEBNL) standards in force within the OHADA area, and give a true and fair view of the Project's financial position at the end of each financial year, as well as of the resources received and expenditure incurred during the year then ended.

- g) The Project's overall financial performance is satisfactory, in particular by comparing the implementation of programme activities against the performance indicators described in the project documents, and identifying any shortcomings and delays together with their causes;
- h) The allocation of resources to activities, expenditure categories and components is respected, and any deviation is justified
- i) The Project's fixed assets are real and correctly valued, and ownership of these assets by the Project or the beneficiaries is established in accordance with the financing agreement;
- j) Ineligible expenditure identified during the audit in withdrawal applications has been refunded to the Designated Account. Such expenditure will be the subject of a separate note in the audit report.
- k) The Project's overall financial performance is satisfactory, in particular by comparing the implementation of programme activities against the performance indicators described in the project documents, and identifying any shortcomings and delays together with their causes;
- l) Compliance with the requirements for periodic financial reporting, internal audit, external audit, and procurement (compliance with procedures; periodic updating and approval of the procurement plan by IDA, publicity, etc.), planning and budgeting, and the holding of meetings of the Steering Committee or equivalent body;
- m) All legal and tax requirements have been complied with, regarding taxes, duties and customs charges applicable to the project, and the tax treatment applicable to remuneration paid to the project's contractual staff and consultants.

➤ **For the financial year constituting the closing audit, the auditor shall carry out the following additional procedures and issue a specific opinion on its conclusions:**

- a) Confirm the physical existence of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made for the transfer of these assets into State (Government) property, in accordance with the public financial management rules applicable to projects financed by Technical and Financial Partners (PTFs);
- b) Ensure that expenditure paid during the grace period (where applicable under this project) corresponds to works, goods and services delivered and accepted by the project no later than the project's closing date;
- c) Verify that all project-related debts eligible for IDA financing have been paid and justified/documentated in Withdrawal Applications (DRFS);
- d) Verify that unused funds have been refunded to IDA, or that arrangements have been made for their refund to IDA and for the closure of the Designated Account before the end of the grace period;
- e) Ensure that the initial advance has been fully justified and that the project has submitted a Withdrawal Application in support thereof or is in the process of submitting one before the end of the grace period.
- f) The management of performance/contract guarantees and taxation on contracts complies with the financing agreements.
- g) Validation of consultants' reports (interim and final) is carried out within the timeframes required under the contracts.
- h) Budget overruns on expenditure categories have received IDA's authorisation.
- i) The allocation of financing resources to activities complies with the expenditure categories or components.

j) All commitments entered into by the project as at the closing date of the period are provided for under the financing agreements and the Bank's guidelines.

➤ **In accordance with IFAC standards, the auditor shall pay particular attention to the following points:**

a) ***Fraud and Corruption:*** In accordance with **ISA 240 (Consideration of Fraud and Error in an Audit of Financial Statements)**, the auditor shall identify and assess the risks of fraud, obtain or provide sufficient audit evidence analysing these risks, and respond appropriately to identified or suspected fraud.

b) ***Laws and Regulations:*** In developing the audit approach and performing audit procedures, the auditor shall assess the Project Coordination Unit's compliance with laws and regulations that could have a material effect on the financial statements, as required by **ISA 250 (Consideration of the Risk of Misstatement in the Accounts Resulting from Non-Compliance with Laws and Regulations)**.

c) ***Governance:*** Communication with those charged with the Project's Governance on significant audit matters, in accordance with **ISA 260 (Communication with Those Charged with Governance)**.

d) ***Risks:*** With the aim of reducing audit risk to a relatively low level, the auditor shall implement the appropriate audit procedures in response to the risks of misstatement identified following its assessment, in accordance with **ISA 330 (The Auditor's Procedures in Response to Assessed Risks)**.

As part of its mandate, for financial years 2026, 2027, 2028 (03 months) and the grace period (04 months), the auditor shall also pay particular attention to the procedures for targeting, registering and paying beneficiaries of the Cash Transfer Programmes, as described in the procedures manual. A specific paragraph will be devoted to this in the management letter.

In addition, during its annual assignment, it shall carry out a special audit to examine the fund-transfer activities under Component 1, as recommended in paragraph 110 of the Project Appraisal Document. The activities concerned include, in particular: Regular Cash Transfers (TMO), Emergency Cash Transfers (TMU), and Labour-Intensive Public Works (Cash For Work).

The auditor shall verify:

- Compliance with beneficiary eligibility criteria;
- The existence of the beneficiary register;
- The reality of payments made;
- The absence of duplicate or fictitious beneficiaries;
- Consistency between approved amounts and amounts actually paid;
- Reconciliations with the Paying Agent.

IV. SELECTION CRITERIA

The Consultant must be an independent Audit and Accounting Firm, regularly engaged in the statutory audit of accounts, duly registered with a professional body of Chartered Accountants recognised internationally by IFAC or FIDEF, with proven experience in the financial audit of development projects, in particular projects financed by the World Bank.

In accordance with the auditor rotation procedures in place, the audit mandate is not consecutively renewable, unless the Donor decides otherwise.

The consultant must have at least ten years of experience in similar assignments (financial and accounting audit of projects financed by donors, in particular IDA, and/or other technical and financial partners of the project in particular).

The mission's key staff shall include at least:

(i) **A Chartered Accountant**, with at least 10 years of experience in financial audit, a sound understanding of public finance and the audit of World Bank-financed projects, and good knowledge of fiduciary management procedures.

(ii) **A Mission Leader**: at least a Bachelor's degree +5 years in audit and accounting, with at least five years of experience in the financial audit of donor-financed projects.

(iii) **A Senior Financial Auditor**: at least a Bachelor's degree +4 years in audit, management or accounting, with at least three years of experience in the audit of projects financed by the World Bank or another development partner.

(iv) **A Procurement Expert**: at least a Bachelor's degree +4 years in audit, engineering, procurement, law, administration, business, finance, management, architecture, economics or a related field, with at least five (05) years of professional experience in procurement and good knowledge of the procurement procedures of technical and financial partners such as the World Bank.

V. SELECTION METHOD

The Consultant will be selected using the "Least-Cost Selection (LCS)" method, as described in the "Procurement Regulations for IPF Borrowers, Procurement in Investment Project Financing, Goods, Works, Non-Consulting Services and Consulting Services, 7th edition, September 2025". The working language is French.

Interested consultants may obtain the complete terms of reference and further information at the address below, on working days between 8 a.m. and 4 p.m., local time.

Address: the Project Management Unit of the Adaptive Safety Nets and Economic Inclusion Project, located in Yaoundé, Tsinga neighbourhood, Street 1898, behind the Congress Palace, opposite the Polyclinique du Palais, Email: projetfilets sociaux.aie@gmail.com with copy to michnjoh@yahoo.fr and andylobe2000@yahoo.fr, P.O. Box: 5838 Yaoundé-Cameroon.

Expressions of interest must be submitted electronically on the COLEPS platform (www.marchespublics.cm) no later than **Tuesday, September 22, 2026, at exactly 2:00 PM local time**. However, within the above-mentioned deadline, the applicant must submit a backup copy of the expression of interest on a USB drive in a sealed envelope marked "BACKUP COPY" to the address above or send it by email to projetfilets sociaux.aie@gmail.com with copies to michnjoh@yahoo.fr and andylobe2000@yahoo.fr.

They must be marked as follows:

« REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N°006/ASMI/MINEPAT/CTS /PFS-AIE/UGP/2026 OF SEPTEMBER 4, 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM TO CARRY OUT THE FINANCIAL AND ACCOUNTING AUDIT OF THE ADAPTIVE SAFETY NETS AND ECONOMIC INCLUSION PROJECT (PFS-AIE) FOR FINANCIAL YEARS 2026, 2027, 2028 (03 MONTHS) AND THE GRACE PERIOD (04 MONTHS) »

Done in Yaounde on, 04 SEPT 2026



THE NATIONAL COORDINATOR

Njeh Michelin